Les morts du rocher de Constantine

Par Hosni Kitouni

Traiter de sujets historiques est toujours grave, parce que leurs enjeux touchent à la mémoire des hommes, à leur passé et le plus souvent aussi à leur présent. Il s'ensuit qu'en recherche historique, les précautions d'usage obligent à ne jamais rien affirmer qui ne soit appuyé sur des sources vérifiables et contradictoires.

Que l'histoire de Constantine n'ait pas été écrite par les historiens algériens est un fait, regrettable certes, mais cela n'autorise personne à tronquer les faits pour insulter les victimes de l'expédition de 1837. Si les Français considèrent la bataille de Constantine comme une des pages glorieuses de leur passé colonial, cela tient tout au plus à leur incapacité à penser ce passé de manière critique et apaisée.

Faisant siennes les thèses les plus éculées de l'historiographie coloniale, A. Merdaci affirme : «Il faudra se résoudre à dire les responsabilités des Constantinois dans une sombre déroute longtemps inconsolée ?» La bataille de Constantine se résume donc, selon A. Merdaci, à une fuite désordonnée, une débandade des Constantinois face à l'ennemi ?

J'ai voulu, à travers ce court article, rappeler ce que la bataille de Constantine a été réellement ; en parlant du bey Ahmed, situer son combat dans sa dimension historique ; enfin relater dans quelles circonstances «les fuyards du rocher» sont-ils morts ?

1. La bataille de Constantine et le rôle du bey Ahmed

A. Merdaci affirme : «Le Traité de la Tafna, signé le 30 mai 1837 par Abdelkader et Bugeaud, a rendu possible la prise de Constantine, stratégiquement isolée par l'envahisseur, désertée par le bey Ahmed et par le gros de ses troupes, repliées dans les hautes plaines.

Que disent les faits ?

Nous sommes au début de 1837.

Une année auparavant, le gouverneur Clauzel, à la tête d'une colonne expéditionnaire, échoue à franchir les murailles de Constantine. Le gouvernement français est contraint de réviser sa doctrine d'occupation. Elle devra dorénavant se restreindre aux villes principales et à leur banlieue, «le reste doit être abandonné à des chefs indigènes, choisis parmi les hommes qui ont une influence déjà faite et assez nombreux, s'il est possible, pour qu'aucun d'eux n'ait sur les autres une prépondérance excessive[1]». C'est ce qui fut appelé l'occupation restreinte. Son application aboutit, dès le mois de mai 1837, à la signature de la convention de la Tafna entre Bugeaud et l'Emir Abdelkader. Mais sitôt signé, le traité apparaît au gouvernement français comme trop favorable à l'Emir qui s'était vu reconnaître une souveraineté sur une partie de l'Algérie, qui, en réalité, échappait à son autorité, d'où l'empressement des Français à chercher à lui trouver à l'Est, un contrepoids, en la personne du bey Ahmed qui s'était intronisé pacha de la province de Constantine. Mais voilà, avec hadj Ahmed, la France avait un grave contentieux. L'année précédente (1836), les Constantinois infligèrent une terrible défaite à l'armée française. L'honneur de la France et de son armée appelait donc une revanche. Damrémont, nouveau gouverneur de l'Algérie, est donc chargé d'une mission difficile : négocier avec le bey Ahmed une réédition mutuellement profitable, et le cas échéant, si la guerre s'imposait comme unique solution, la faire, mais la faire pour la gagner. «Depuis le traité de la Tafna, écrit Pellisier, un des meilleurs historiens de la conquête, il était évident que la destruction de l'autorité d'Ahmed ne pouvait plus tourner qu'au profit d'Abdelkader, qui, de Tittery, était en position de recueillir son héritage politique.»[2] Voilà comment, dès le mois de juin, tout en préparant l'expédition, les Français entrèrent en pourparlers avec le bey Ahmed par l'entremise de Bou Djennah «un juif algérien habillé à la française». Damrémont s'engageait à reconnaître au bey sa souveraineté sur la province de Constantine en contrepartie de quoi, il devait payer un tribut de guerre, une «lezma annuelle» de 1 million, et abandonner à la France La Calle, Bône et leurs banlieues.[3]

Au moment de l'assaut final, des foules de fuyards «de vieillards, de femmes et d'enfants» sortaient des entrailles du ravin pour aller se disperser le long des berges du Rhummel. Les Français positionnés sur le Coudiat Aty, «avancèrent, écrit Devoisins, deux pièces de montagne, et lancèrent quelques obus au milieu de cette nappe mouvante de têtes et de burnous, qui recouvrait les abords de la ville les plus rapprochés de nos positions.»

Les négociations traînèrent, non sans arrière-pensée d'un côté comme de l'autre. Finalement, raconte le bey Ahmed dans ses mémoires : «Je fis convoquer tous les grands du pays et lorsqu'ils furent arrivés, ils furent unanimement d'avis de ne pas accepter de telles conditions (…) les ulémas également furent consultés et ils donnèrent la même réponse.»[4] Il semble que l'opposition la plus farouche à une réédition soit venue de Ben Aïssa et de quelques chefs de tribus. Le bey Ahmed ne put aller contre la volonté des siens, il écrira plus tard qu'il a été trompé par Bou Djenah, qui a joué un rôle obscur dans le déroulement des négociations. La guerre s'imposa donc comme la seule alternative possible.

La préparation à la guerre

Alors même que les négociations se déroulaient, le bey Ahmed entreprit de réparer et renforcer tout le pourtour de la muraille de la ville, principalement la face de l'ouest et les abords du pont. «De nouveaux créneaux étaient percés dans la muraille sur plusieurs étages en divers points ; deux batteries fort bien établies défendaient les portes de Bab-el-Oued et Bab-el-Djedid ; 63 bouches à feu se trouvaient en position et armées. Une batterie de mortiers établie sur une plateforme, au sommet de la Kasba, permettait de lancer des bombes dans tous les sens.»

Pour ne pas manquer de munition et tenir un long siège, les Constantinois réunirent «des quantités considérables de poudre, de boulets, de munitions de guerre, apportées jusqu'au dernier moment, s'entassaient dans les magasins et sur différents points de la ville».

Même l'approvisionnement en vivres n'a pas été oublié «en même temps les grains remplissaient les silos, on fabriquait des biscuits et on recevait des vivres et des provisions de bouche de toutes sortes». Les familles ne furent pas du reste, dans chaque maison, des provisions considérables furent mises à l'abri.

Ne négligeant aucun aspect dans les préparatifs de la résistance, le bey Ahmed envoya recruter en Orient «environ 500 canonniers expérimentés qui arrivèrent par la Tunisie voisine.

Le bataillon régulier de Kabiles était porté à l'effectif de 1500 hommes choisis ; les corporations d'ouvriers étaient armées et divisées par groupes sous l'autorité de chefs énergiques, il en était de même de la milice urbaine proprement dite et ces derniers corps fournissaient ensemble 2 000 combattants.»

Dès le mois de juin, le bey Ahmed parcourut les tribus de l'intérieur, afin de s'assurer le concours de tous à la guerre sainte proclamée. Il reçut l'engagement solennel des Hanancha, Haracta, Telghma, Ferdjioua, Zouagha, Ouled Abdenour, Righa, des Medjana, des tribus de l'Aurès, ceux du Sahel de Skikda, qu'ils enverraient leurs contingents d'hommes armés au jour fixé. Moula Chekfa, le chef des tribus de la Kabylie orientale, lui promit l'envoi de renforts en provenance de Collo et Jijel.

Damrémont, de son côté, vint prendre la tête des préparatifs de l'expédition le 9 août à Medjez-Ammar, près de Bône, où un camp retranché a été édifié pour accueillir les troupes expéditionnaires au fur et à mesure de leur débarquement au port, arrivant d'Alger, d'Oran, mais surtout de Toulon. Il disposait de 20 400 hommes, dont 16 000 combattants, de 6 000 chevaux, de 60 pièces d'artillerie et d'une quantité considérable de matériel de siège.

Les premières hostilités

Reprenant la tactique qui lui avait réussi en 1836, dès le mois de septembre, le bey Ahmed voulut surprendre l'ennemi, à Medjez Ammar, avant qu'il ne réunisse toutes ses forces. A la tête de nombreux escadrons et d'un corps de fantassins, il se dirigea vers le camp retranché, et pendant trois jours (22-25 septembre), il lança des assauts répétés : «Mon attaque ne réussit pas. Rien n'empêcha plus donc l'expédition de se mettre en marche», écrira-t-il plus tard. Combinant harcèlement et retrait tout long de la route menant à Constantine, le bey Ahmed espérait parvenir finalement à placer les forces ennemies entre deux feux ; celui de la ville et celui de ses propres troupes positionnées hors de la ville. Le 6 octobre, après cinq jours de marche, les Français parvenaient à El-Mansourah, plateau surplombant Constantine. De là, ils pouvaient observer la ville où «de grands drapeaux rouges s'agitaient orgueilleusement dans les airs, que les femmes, placées sur le haut des maisons, frappaient de leurs cris aigus, auxquels répondaient par de mâles acclamations, les défenseurs de la place». [5]

Est-ce cela ce qu'on appelle «une journée sans gloire» ? Si Constantine a perdu la bataille de 1837, ce n'est ni par manque de courage ni par manque de combativité. Les causes de l'échec, il faut aller les chercher dans l'art de la guerre, les armements utilisés, toutes choses qui renvoient à l'état de développement de deux organisations.

La seconde bataille de Constantine pouvait commencer.

2. «Une journée sans gloire» le 13 octobre 1837 ?

A. Merdaci affirme : «Il y eut, sans doute, dans cette entreprise impérialiste française plus de victimes emportées par les fièvres dans les 0marécages de Sidi-Mabrouk que dans son éprouvant siège.» Pour les Constantinois, «ce fut une journée sans gloire».

Que disent les faits ?

Du 6 au 11 octobre, les Français entreprirent de fortifier leurs positions et de mettre en place les trois batteries au Mansourah en face de Bab El Kantara et La Casbah, et les deux du Coudiat, en face de Babel Jabia. Quoique sans cesse interrompus par le harcèlement des assiégés, les travaux allèrent bon train. Le 9 octobre à 7 heures du matin, les premiers coups de canon retentirent, soumettant la ville à un intense bombardement. Les bombes et les fusées ne mirent le feu nulle part. Bravant ce bruyant orage, la ville ne parut nullement disposée à ouvrir ses portes comme Damrémont l'avait espéré.

Changeant radicalement de tactique, les Français optèrent pour une attaque frontale à partir du Coudiat Aty, où ils concentrèrent toutes leurs forces. De leur côté les assiégés multiplièrent les sorties audacieuses pour harceler l'ennemi et l'empêcher de consolider ses positions.

Le 11 au matin, Damrémont rédigea une proclamation qu'il fit parvenir aux habitants, par laquelle il les exhortait à cesser le combat et à lui envoyer des sages pour traiter avec lui de la réédition. «Leur promettant, écrit E. Mercier, de garantir le respect absolu des personnes, des propriétés et de la religion.» Refrain d'une vieille rengaine déjà contée par de Bourmont aux Algérois.

Les Constantinois firent à Damrémont cette réponse qui devrait définitivement figurer à côté de l'hymne national, comme devise de la magnanimité de l'Algérien bravant tous les défis :

«Si vous manquez de poudre, nous vous enverrons ; si vous n'avez pas de biscuit, nous partagerons le nôtre avec vous ; mais vous n'entrerez pas dans la ville, tant que nous serons vivants, et vous n'en serez maîtres qu'après nous avoir tués.»[6] En prenant connaissance de cette réponse, Damrémont se serait écrié «C'est bien ! Ils ont du cœur ; l'affaire n'en sera que plus glorieuse pour nous !»[7] Vingt-quatre heures plus tard, un boulet habilement tiré par Ali el Bombadji Georgi vint toucher mortellement

Damrémont qui succomba sur le coup. Il n'eut pas le temps de savourer sa gloire. Le général Perregaux, en se penchant sur lui, reçut à son tour une balle au-dessous du front, il s'écroula grièvement blessé. Il décédera quelques jours plus tard.

Profitant de la panique qui s'était emparée du camp français, le bey tenta une attaque qui aurait été suivie par une sortie des assiégés, mais il s'opposa à une résistance farouche des assiégeants.